

# Le phénomène de «la route qui tue» reste alarmant

# LE JOUR

D'ALGERIE

El Flaye/Béjaïa

## Des expropriés ferment la route

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4230 - Lundi 24 juillet 2017 - Prix : 10 DA



Activités partisans

## Le MSP se réorganise, le FLN prépare les élections locales

### Le soutien occidental au Qatar et aux Kurdes

Par Mohamed Habili

Il existe un point commun entre ce que faute de mieux on appelle la nouvelle crise du Golfe, revêtant la forme du boycott-blocus au détriment du Qatar du fait d'une partie de ses voisins, en plus de l'Egypte, et la situation de l'Irak après la reprise de Mossoul. Dans les deux cas, une entente régionale est confrontée non pas d'abord à un adversaire appartenant à la région, mais au soutien que lui apportent des puissances occidentales, au premier chef les Etats-Unis. C'est ainsi que si le Qatar ne cède pas aux voisins qui le boycottent, c'est évidemment parce que les Etats-Unis, et avec eux l'Allemagne, la Grande-Bretagne, et un à degré moindre la France, ont décidé de lui venir en aide, au risque de paraître couvrir un pays que ses voisins accusent tout de même de soutien au terrorisme, c'est-à-dire de terrorisme. Tous ces Etats occidentaux sont censés être eux-mêmes en guerre contre le terrorisme, soi-disant la pire menace pesant sur leur propre sécurité, mais cet engagement cent fois proclamé ne les empêche pas de faire bloc pour obtenir l'acquiescement d'un des pourvoyeurs de terrorisme dans le monde, sinon du plus important. Sans eux, le Qatar aurait déjà obtempéré à tout ce qui lui est demandé de la part des quatre, car il n'aurait pas eu d'autre choix, ce qui aurait constitué par la même occasion la fin de l'actuelle famille régnante.

Suite en page 3

## Réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU

# Escalade, tension et violents affrontements à El-Qods



Ph.D. R.

La police israélienne d'occupation débarque même dans les hôpitaux pour arrêter les blessés. Devant le silence complice d'une communauté internationale officielle impuissante et l'absence des médias qui occultent cette réalité, la situation ne s'apaise pas et les Palestiniens souffrent dans l'indifférence.

Lire page 2

Commerce extérieur

## Forte réduction du déficit commercial



Ouverture aujourd'hui du Festival Raconte-Arts

## Diverses disciplines artistiques à l'affiche

Réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU

# Escalade, tension et violents affrontements à El-Qods

■ La police israélienne d'occupation débarque même dans les hôpitaux pour arrêter les blessés. Devant le silence complice d'une communauté internationale officielle impuissante et l'absence des médias qui occultent cette réalité, la situation ne s'apaise pas et les Palestiniens souffrent dans l'indifférence.

Par Meriem Benchaoua

La multiplication des affrontements entre Palestiniens et Israéliens laisse craindre un nouvel embrasement du conflit, avec des agressions quasi quotidiennes depuis une semaine. La police israélienne d'occupation débarque même dans les hôpitaux pour arrêter les blessés. Devant le silence complice d'une communauté internationale officielle impuissante, et l'absence des médias qui occultent cette réalité, la situation ne s'apaise pas et les Palestiniens souffrent dans l'indifférence. Ces violences meurtrières ont éclaté après l'imposition de nouvelles mesures de sécurité à l'entrée de l'esplanade des Mosquées, par les autorités israéliennes. Les Palestiniens dénoncent vigoureusement l'installation par l'Etat sioniste de détecteurs de métaux aux accès de l'esplanade des Mosquées. A cet effet, une réunion d'urgence du Conseil de sécurité des Nations unies se tiendra aujourd'hui sur les violences à El-Qods occupée, à la demande de la France, de la Suède et de l'Egypte, ont indiqué des sources diplomatiques. Cette réunion doit permettre de «parler urgemment de la façon dont les appels à la désescalade peuvent être soutenus», a indiqué l'ambassadeur suédois à l'ONU, Carl Skau. Deux Palestiniens ont perdu la vie samedi lors d'affrontements avec les forces coloniales en Cisjordanie occupée, a indiqué le ministère palestinien de la Santé. Un Palestinien de 17 ans, grièvement blessé par balle dans des heurts à El-Azariyé, à l'est d'El Qods occupée, a ensuite succombé à ses blessures. Non loin, à Abou Dis, un autre Palestinien, âgé lui de 18 ans, est mort lorsque le cocktail



PMD/R.

Molotov qu'il voulait lancer sur les forces coloniales israéliennes a explosé sur lui. Par ailleurs, le Quartette pour le Moyen-Orient (Etats-Unis, Russie, Union européenne, ONU) a exprimé sa «profonde inquiétude» à l'égard de l'escalade de la tension dans les lieux saints à El-Qods occupée, a rapporté hier l'agence de presse égyptienne MENA. Selon cette source, «le Quartette a fait part de sa peine à propos de la mort de personnes innocentes» dans ces heurts. Les représentants du Quartette ont publié un communiqué pour exprimer leur «profonde inquiétude à propos de l'escalade de la tension et des affrontements violents à El-Qods». Ils ont appelé toutes les parties concernées à «faire preuve d'une retenue maximale, à s'abstenir de toute provocation et à travailler en vue d'une désescalade» de la situation. De son côté, le secrétaire général de la Ligue arabe, Ahmed Aboul Gheit, a indiqué hier que les autorités d'occupation israéliennes «jouent avec le feu» en perpétrant des violences persistantes sur l'esplanade des Mosquées dans la ville d'El-Qods occupée. «Al-Qods est une ligne rouge. Aucun Arabe ni musulman n'acceptera qu'on porte atteinte à ses lieux saints»,

a averti Aboul Gheit dans un communiqué. Le secrétaire général de l'Organisation panarabe basée au Caire a aussi dénoncé «l'aventurisme» du gouvernement israélien qui veut provoquer une «grave crise avec le monde arabe et musulman».

## Messahel s'entretient au téléphone avec son homologue jordanien

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, a eu un entretien téléphonique avec son homologue jordanien, Ayman Safadi, qui a porté, notamment, sur les développements en cours dans les territoires palestiniens occupés, a indiqué hier un communiqué du ministère des Affaires étrangères. «L'échange a porté, essentiellement, sur les développements en cours dans les territoires occupés et la tension provoquée par les mesures récentes de l'occupant contre les Palestiniens», précise-t-on de même source. Les deux ministres ont insisté, à cette occasion, sur «l'impératif de rendre à la question palestinienne la centralité qui doit être la sienne sur la liste des priorités du travail arabe commun». Ils ont également convenu de

«déployer, en concertation avec les pays arabes et musulmans, ainsi qu'avec les organisations internationales et l'ensemble de la communauté internationale, les efforts nécessaires pour garantir la protection des lieux sacrés et du peuple palestinien et faire pression sur l'occupant pour l'amener à mettre fin à l'escalade et aux provocations».

## Les ministres arabes des Affaires étrangères se réuniront mercredi

Le Conseil de la Ligue arabe au niveau des ministres des Affaires étrangères tiendra, mercredi prochain, une réunion d'urgence consacrée à l'examen des dernières agressions israéliennes contre la ville d'El-Qods occupée et la mosquée sainte d'Al-Aqsa, a annoncé le porte-parole du Secrétariat général de l'Organisation panarabe, Mahmoud Afifi, hier dans un communiqué.

A la lumière des intenses contacts entrepris au cours des dernières 24 heures, et sur la base de la demande du Royaume de Jordanie, soutenue par plusieurs Etats membres, il a été décidé de tenir une réunion d'urgence du Conseil de la Ligue

arabe au niveau des ministres des Affaires étrangères, souligne le communiqué.

Pour sa part, le ministre jordanien des Affaires étrangères, Ayman Safadi, a discuté lors d'une conversation téléphonique avec son homologue égyptien Sameh Choukry, des mesures destinées à mettre fin à la tension et à empêcher toute nouvelle escalade en annulant toutes les mesures unilatérales israéliennes, selon Petra. Les deux hommes ont souligné la nécessité de rouvrir complètement la mosquée al-Aqsa et de mettre fin à toutes les mesures répressives israéliennes, et ont mis en garde Israël contre toute tentative visant à modifier le statu quo dans les lieux saints d'El-Qods occupée.

M. Safadi a en outre déclaré que la Jordanie poursuivrait ses efforts pour mettre fin à la tension à El-Qods, appelant à «la suppression immédiate des portiques électroniques qu'Israël a installés aux entrées de l'esplanade des Mosquées». Il a souligné aussi la nécessité d'intensifier les efforts de la communauté internationale pour «éliminer tous les obstacles israéliens contre les fidèles».

M. B./Agences

## El Tarf

# Vaste campagne de nettoyage des quartiers d'El Kala

Une vaste campagne de volontariat destinée à débarrasser l'environnement de la daïra d'El Kala des immondices qui lui portent préjudice a été lancée, hier, à travers différents quartiers de la capitale du corail, a-t-on constaté. Pas moins de 150 ouvriers relevant principalement des services des travaux publics (DTP), de l'APC et de la Conservation des forêts, se sont déployés, tôt le matin,

pour accomplir cette opération, décidée par le chef de l'exécutif local. Selon le directeur local des travaux publics, Abderrezek Kemouche, qui chapeaute cette opération de grande envergure, huit camions ainsi que trois grues ont été mobilisés dans le cadre de cette action de nettoyage qui ciblera les cités où il a été enregistré le plus de prolifération de déchets ménagers, à l'image des cités FLN, Gellas,

Meridima et la grande plage. Diverses organismes (CET, Duac, hydraulique, environnement) prennent part à cette opération d'assainissement de l'environnement qui se poursuivra jusqu'à l'éradication totale des décharges aux miasmes nauséabonds, lesquels sont sources de maladies, de pullulement de moustiques et de désagréments quotidiens aux populations. Plus de 30 tonnes d'ordures diverses

ont été collectées lors d'une récente action de volontariat menée à travers les localités de Sidi M'barek, commune d'El Chatt et Sidi Kaci, dans la commune de Ben M'hidi, a rappelé la même source, ajoutant que les quantités d'ordures ont été acheminées vers le centre d'enfouissement technique (CET) de Zerizer.

Safy T.

Activités partisanes

# Le MSP se réorganise, le FLN prépare les élections locales

Alors que le Front de libération nationale (FLN) prépare ses listes pour les élections locales prévues entre la mi-septembre et début octobre prochains, le MSP (Mouvement de la société pour la paix) et le Front du changement (FC), pour mieux se positionner et rassembler leurs forces, se réorganisent en formant l'Union MSP-FC.

Par Lynda Naili

La majorité des partis et formations politiques semblent avoir emboîté le pas aux députés et sénateurs pour se mettre en mode vacances faisant que l'activité partisane est, depuis de bonnes semaines déjà, mise en jachère pour ce mois de juillet. Le même silence est observé quant à l'annonce du traditionnel calendrier de la tenue de leurs universités d'été. Ainsi, le FLN, vainqueur des dernières législatives du 4 mai dernier, outre d'avoir annoncé le 11 juillet dernier la tenue de la session ordinaire du comité central du parti qui interviendrait les 22 et 23 octobre prochain, commence à se préparer pour les élections locales prévues entre la mi-septembre et début octobre prochains. Son SG, qui qualifie les prochaines échéances locales d'«*étape cruciale pour préserver la continuité entre le parti et les citoyens*», considérera que «*la consolidation de la position de leader du parti au sein des Assemblées locales implique, dans une conjoncture particulière et un climat pluraliste inédit et à forte concurrence, la mobilisation des structures et des instances du parti à différents niveaux notamment de base*». De ce fait, l'opération «*marketing*» de ses candidats est d'ores et déjà mise en branle. C'est en tout cas ce qu'il ressort des déclarations de Djamel Ould Abbès, secrétaire général du vieux parti, qui a récemment adressé une instruction aux superviseurs, aux secrétaires des mouhafadate et aux présidents des commissions transitoires, pour le respect d'une «*série de conditions et de normes dans l'opération d'élaboration et de classement des listes de candidatures*». En effet, le FLN qui a défini plusieurs critères de sélection des candidats aux prochaines élections locales, mobilise ses militants pour choisir les plus compétents qui sont à même de «*conforter la position leader du parti au sein des Assemblées locales*». A cet effet, outre de privilégier les candidatures des moudjahidine, de leurs enfants et des fils de chouahada, d'encourager les candidatures des jeunes et des femmes, parmi «*les conditions*» que posera Ould Abbès, la première est l'obligation aux candidats de se «*conformer au programme du président de la République*». Ensuite, tout en demandant aux destinataires de son instruction de se montrer «*souples*» en ce qui concerne «*les jeunes et les femmes*», viendront les critères de «*l'ancienneté*», «*des réalisations du candidat sur le terrain, la crédibilité, l'intégrité, l'enracinement dans les milieux populaires et la bonne réputation du candidat*». Pour cela, Djamel Ould Abbès compte sur les



«*remarques*» et les «*observations des responsables des kasmate et mouhafadate*» qui doivent être prises en considération lors de la sélection des candidats. En outre, à ces conditions d'accès à la candidature, Ould Abbès exclura des listes de candidatures FLN pour ces locales de 2017, tous «*ceux qui se sont portés candidats dans d'autres listes ou ceux qui se sont présentés contre le parti durant les législatives de mai 2017*».

Par ailleurs, l'instruction interdit aux candidats des prochaines élections locales d'assister aux délibérations lors de l'examen des dossiers de candidature. Les candidats ne doivent pas être membres de deux commissions différentes.

## Union dans la mouvance islamiste

De leur côté, les formations politiques à mouvance islamiste, en l'occurrence le MSP (Mouvement de la société pour la paix) et le Front du changement (FC), afin de consolider leur position sur l'échiquier politique national et afin de rassembler leurs forces, ont choisi de se réorganiser en formant l'Union MSP-FC sous l'appellation «*Mouvement de la société pour la paix*». Ainsi, afin de se frayer «*une place lors des prochaines élections locales*», les deux formations politiques, élisant Abdelmadjid Menasra à la tête de la nouvelle Union, ont scellé avant-hier une union de 10 mois, sous l'appellation «*Mouvement de la société pour la paix*», et ce, à l'issue de la tenue d'un



congrès extraordinaire consensuel. De ce fait, selon le statut et le règlement intérieur de la toute nouvelle formation politique, approuvés par les plus de 1 200 congressistes, et selon les dispositions de la charte de l'Union MSP-FC, le prochain congrès du mouvement se tiendra une année après la tenue de ce congrès extraordinaire. Entre-temps la présidence du nouveau mouvement sera assurée à tour de rôle par Abdelmadjid Menasra puis Abderrazak Mokri. En outre, le nombre des membres du Conseil de la Choura se verra doublé à 400 membres, outre la création du poste de vice-président qui sera occupé par un cadre du MSP. Pour rappel, Menasra, président de l'ex-parti du Front du changement, avait annoncé officiellement, début juillet, la dissolution du parti. L'objectif, avait-il déclaré, était de «*poursuivre le projet du cheikh fondateur, Mahfoud Nahnah, renforcer le Mouvement, servir l'Islam face à la campagne de dénigrement qui le vise et le pays exposé à des menaces internes et externes*».

Parallèlement à ces activités partisanes «*organisationnelles*» dont le scrutin des locales demeure le dénominateur commun, le MPA, lui, est ces derniers jours sur un tout autre registre. En effet, même si la crise semble remonter à la période des législatives de mai dernier, le parti de Amara Benyoune, avec des démissions en cascades de certains de ses cadres et militants, traverse actuellement une guerre intestine. Des démissions pour lesquelles le chef du parti n'a pas encore statué.

L. N.

## LA QUESTION DU JOUR

## Le soutien occidental au Qatar et aux Kurdes

Suite de la page une

Ce ne sont pas les débouchés qui lui restent du côté d'Oman et de l'Iran qui lui auraient permis de résister longtemps. Oman agit comme il le fait par fidélité à sa politique de neutralité. Ce même principe est susceptible encore de lui faire changer d'attitude, dans le cas par exemple où à l'expérience il s'avère que celle-ci revient en fait à favoriser un camp plutôt qu'un autre. Si les Etats-Unis avaient agi à son imitation, considérant que ce n'est que de cette façon qu'ils pouvaient préserver leurs relations avec les deux camps opposés, le Qatar se sentant menacé d'invasion aurait accepté la tutelle sous laquelle on veut le faire passer comme un moindre mal. L'Iran quant à lui n'agit ni par principe ni par amitié mais par haine inexorable de l'Arabie Saoudite. Mais s'il n'y avait que lui pour permettre au Qatar de rester en contact avec le reste du monde, son cas serait désespérant, ce voisin étant lui-même assez isolé sur la scène internationale. C'est donc grâce au soutien qu'il reçoit des pays occidentaux que le Qatar tient tête à ceux des Etats voisins qui le boycottent. L'Irak est pour sa part dans une quête inverse de la sienne au lendemain de la libération de Mossoul : il fait en ce moment même provision du soutien de ses voisins pour faire échec à la sécession kurde favorisée quant à elle par les Occidentaux et par Israël. Les Kurdes irakiens entendent organiser dès cette année un référendum d'indépendance, projet auquel s'oppose fermement Baghdad, qui sait pouvoir à cet égard compter sur la compréhension de son voisinage. Il n'en reste pas moins que si les Kurdes ont l'assentiment des Américains, ils feront comme ils avaient dit qu'ils feraient, ce qui à terme ouvrira la voie à une nouvelle guerre en Irak, peut-être même avant que se termine celle qui se mène contre Daech. Une chose est cependant de proclamer l'indépendance, une autre d'en faire quelque chose de réel. Or les Kurdes irakiens veulent et l'indépendance et la paix. On ne sait pas exactement si c'est au même degré, auquel cas ils sont condamnés à l'inaction, ou s'ils préfèrent l'indépendance à la paix, et dans ce cas, ils feraient et leur sécession et la guerre.

M. H.

institutions à suivre cette voie tracée par la Sûreté nationale pour consolider l'Etat de droit, assurer la primauté de la loi, agir dans le seul cadre légal et réglementaire et renforcer les garanties constitutionnelles des libertés fondamentales de l'Homme et de ses droits».

H. M.

DGSN

## Le CNDH salue la création d'un bureau dédié aux droits de l'Homme

Le Conseil national des droits de l'Homme a salué, samedi, l'initiative prise par la Direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn) de créer un bureau dédié aux droits de l'Homme, en ce qu'elle «*marque, indéniablement, une volonté de se conformer à ces droits dans l'exercice de ses missions*». Cette initiative «*marque, indéniablement, une volonté, déjà mise en pratique par cette institution sécuritaire,*

*de se conformer, dans l'exercice de ses différentes missions, aux principes des droits de l'Homme, prévus par les instruments internationaux et régionaux consacrés à cette importante question liée au respect de la dignité de la personne humaine*», souligne le Cndh dans un communiqué. Le Cndh affirme «*apprécier, également, à sa juste valeur, cet esprit de focaliser l'action sécuritaire sur le respect*

*des droits de l'Homme*», afin que les services de la Dgsn, notamment ceux en charge de la police judiciaire, de la sûreté publique, du maintien de l'ordre public et de l'accueil du public, «*assument leurs attributions respectives dans le strict respect des traités internationaux et régionaux, consacrés aux droits de l'Homme et ratifiés par notre pays, ainsi que des dispositions de la législation et de la régle-*

*mentation en vigueur*». «*Ces traités deviennent, de par cette ratification et conformément aux dispositions de l'article 150 de la Constitution, supérieurs à la loi, et les magistrats et les autorités en charge de l'application de la loi sont tenus de s'y conformer*», souligne le Conseil. Saisissant l'occasion de cette initiative, qui coïncide avec le 55<sup>e</sup> anniversaire de la création de la Police algérienne, le Cndh «*incite les autres*

Avec près de 1 700 décès au premier semestre

# Le phénomène de «la route qui tue» reste alarmant

■ Il n'est pas un jour sans qu'on entende parler de morts sur les routes. Bien que le phénomène ait connu une baisse par rapport à l'année dernière, selon les bilans du Centre national de prévention et de sécurité routière, des milliers de victimes sont signalées quotidiennement sur le territoire national. L'hécatombe routière sévit et fait des ravages.

Par Yacine Djadel

**D**urant le premier semestre de l'année en cours, il a été enregistré 1 695 décès et 17 715 blessés au niveau national, selon le bilan présenté hier par le Centre national de prévention et de sécurité routière (Cnpsr). Selon ce dernier, cette catastrophe humaine et matérielle a été enregistrée suite à 12 358 accidents de la circulation. Des dégâts assez importants qui alarment l'opinion publique. Le nombre d'accidents de la circulation a, certes, baissé de 13,20% par rapport à la même période de l'année précédente. Pour rappel, le Cnpsr a enregistré dans son bilan pour l'année 2016, le décès de 3 992 personnes dans 28 856 accidents de la route. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Djelfa avec 149 morts, tandis que le plus grand nombre d'accidents a été enregistré dans la wilaya d'Alger avec 1 750. Même chose que celui des décès et des blessés qui a reculé de 11,67% et 16,79%, respectivement, a précisé la même source. Néanmoins, lorsqu'on mesure l'ampleur du fléau dans sa globalité, il est clair que les accidents de la route demeurent de loin un problème d'envergure nationale. Une priorité pour les

autorités qui ne cesse de déployer des efforts à ce propos, mais en vain. Cela reste largement insuffisant pour endiguer le mal. La preuve est que malgré toutes les campagnes de sensibilisation menées à l'échelle des 48 wilayas, outre les innombrables dispositifs de prévention que l'Etat a mis en œuvre pour freiner la machine mortuaire, les victimes se comptent toujours par milliers à mesure que les années passent. Les statistiques des accidents attestent d'un recul relatif, comparativement à celles des années précédentes. Sans plus. Croire le contraire ou se réjouir d'une baisse considérable c'est totalement se leurrer. Pour cause, la réalité est toute autre. Les responsables et les officiels eux-mêmes le reconnaissent et paraissent impuissants face au drame. S'exprimant dernièrement sur les ondes de la Radio nationale, le directeur du Centre national de prévention et de sécurité routière a confirmé une certaine baisse dans les accidents de la circulation en 2017. Il est vrai que les données globales font ressortir un net fléchissement du nombre des sinistres routiers et de celui des victimes qu'ils continuent à provoquer, mais les statistiques demeurent tout de même très élevées. Des chiffres effrayants qui donnent froid dans le dos. Les routes algériennes sont de vrais mouroirs. Un fait amer qui confère au pays une place parmi ceux les plus dangereux au monde en la matière. Les raisons sont bien évidemment



PH/D. R.

multiples et connues de tous, mais pour les résolutions concrètes les autorités ont réellement du mal à en finir avec le problème. Le facteur humain étant la première cause, cela nécessite malheureusement du temps et un véritable travail de rééducation qui ne peut donner ses fruits qu'à

long terme. Le hic, c'est qu'en attendant le sang ne cesse de couler sur nos routes qui ressemblent de plus en plus à des couloirs de la mort plutôt qu'à autre chose. A ce sujet, il est à rappeler que dans le cadre de la lutte contre le fléau des accidents de la circulation, afin au moins de

minimiser les pertes, le Cnpsr a initié plusieurs opérations et campagnes de sensibilisation et ce, en mobilisant différents moyens, notamment les supports médiatiques destinés à faciliter la transmission du message en vue de changer les comportements des automobilistes. **Y. D.**

## Emigration clandestine au large de Cap Carbon Mise en échec d'une tentative de 24 harraga

**VINGT QUATRE** candidats à l'émigration clandestine ont été interceptés, tôt dans la matinée d'hier, au large de Cap Carbon (Arzew), par les unités des gardes-côtes d'Oran, a-t-on appris de ce corps de sécurité. Ces candidats à l'émigration clandestine, dont deux femmes, 3 mineurs et un bébé de 4 mois, se trouvaient à bord d'une embarcation en polyester et un zodiac pneumatique. Ils ont été interceptés à deux heures du matin, à 14 miles de Cap Carbon, par une patrouille des gardes-côtes d'Oran, a-t-on ajouté de même source. Ces harraga qui tentaient de rejoindre les côtes espagnoles avaient pris la mer à minuit, hier, à partir de la plage de Kristel (Gdyl), à l'est d'Oran, a encore ajouté la même source. Ces candidats à l'émigration clandestine, ont été remis hier aux services concernés pour enquête avant leur présentation devant le tribunal territorialement compétent. **M. O.**

## Sûreté nationale / Accès des voyageurs

### Des équipes navigantes pour faciliter les procédures

**L**es services de la Direction générale de la Sûreté nationale ont déployé des équipes navigantes au niveau des navires à destination de l'Algérie, en provenance notamment de France et d'Espagne, pour faciliter les procédures d'accès au pays des membres de la communauté algérienne durant la saison estivale. A ce titre, le port d'Alger a vu l'arrivée hier de l'équipe navigante de la Sûreté nationale en provenance de Marseille (France) après avoir accompli, à bord du navire, les différentes procédures sécuritaires en faveur des voyageurs. Composée de sept éléments, l'équipe a accompli les procédures de vérification des documents, notamment leur validité, au niveau du navire sur lequel étaient embarqués 1 460 voyageurs et 605 voitures. Le commissaire de

police Baza Mourad, chef de la première brigade de la police des frontières, a affirmé que cette procédure sécuritaire s'inscrivait dans le cadre de la politique adoptée par la Dgsn visant à «moderniser la police des frontières». Il a ajouté qu'une série de mesures sécuritaires avaient été prises, dont le déploiement, au niveau des navires, d'une équipe navigante dotée de terminaux biométriques, chargée de procéder au contrôle des documents des voyageurs, et ce, dès leur embarquement à Marseille jusqu'à leur arrivée au port d'Alger. Dans le but de concrétiser le slogan «Sécurité et facilités» adopté par la Dgsn, «une batterie de mesures sécuritaires a été également prise au niveau de tous les ports, en vue de lutter contre le crime transfrontalier et veiller à la

sécurité des voyageurs», a indiqué le même responsable, ajoutant que ces équipes navigantes, qui travaillent en alternance, œuvraient à «faciliter l'opération de transit des voyageurs, provenant en grande partie de Marseille et d'Alicante (Espagne), vers tous les ports concernés, à savoir les ports d'Alger, d'Oran, de Skikda, de Mostaganem et de Béjaïa». «Tous les voyageurs sont orientés vers des guichets dédiés au contrôle au niveau des navires, et ce, afin de procéder à l'opération de vérification des documents. Le voyageur verra son passeport biométrique traité en un temps record ne dépassant pas les 18 secondes», a fait savoir M. Baza. Un couloir vert a été également mis en place pour faciliter la sortie des véhicules du port. **Ghani Y.**

## Ghardaïa

### Plus de 170 000 quintaux de céréales engrangés

**U**ne production globale estimée à plus de 170 000 quintaux de différentes espèces de céréales a été engrangée dans la wilaya de Ghardaïa, suite à la campagne moisson-battage qui vient de prendre fin (mi-juillet), selon le bilan de la Direction locale des services agricoles (DSA). Cette récolte, qui s'est effectuée sur une superficie ensemencée sous pivot de 4 196 hectares, circonscrite dans la wilaya déléguée d'El-Menea, a

donné lieu à 155 532 qx de blé dur, dont 58 124 qx de semence pour la multiplication, et 13 500 qx d'orge, a révélé le DSA, Mustapha Djaâbouh. Depuis le lancement de la campagne de moisson en mai dernier, une quantité de près 150 000 qx de ces graminées ont été livrés à la Coopérative de céréales et légumes secs (Ccls) de Laghouat qui a mobilisé les moyens nécessaires pour la réussite de cette campagne de moisson, a

précisé le DSA. La superficie sous pivot consacrée à la production céréalière a connu une courbe ascendante, estimée à plus de 200% depuis 2009, passant de 1 150 hectares à 4 196 hectares en 2017, avec un rendement performant qui a atteint un pic de 75 qx/ha dans la localité de Hassi El-Gara (sud de la wilaya), une région riche en potentiel hydrique, a fait savoir le DSA. **O. N.**

# Forte réduction du déficit commercial

■ Le déficit commercial de l'Algérie a reculé à 4,84 milliards de dollars au 1<sup>er</sup> semestre 2017 contre un déficit de 10,57 milliards de dollars sur la même période de 2016, soit une chute de 5,7 milliards de dollars correspondant à un recul du déficit de 54,15%, selon les Douanes.

Par Salem K.

Les exportations ont nettement augmenté à 18,141 milliards de dollars (mds usd) sur la première moitié de l'année 2017 contre 13,323 mds usd sur la même période de 2016 (+36,2%), en hausse de 4,82 mds usd, selon les données du Centre national de l'informatique et des statistiques des Douanes (Cnis). Concernant les importations, elles ont connu une légère baisse en s'établissant à 22,986 mds usd contre 23,89 mds usd (-3,8%), soit une diminution de 904 millions usd, précise la même source. Quant au taux de couverture des importations par les exportations, il est passé à 79% contre 56% à la même période de l'année précédente. Les hydrocarbures continuent à représenter l'essentiel des ventes algériennes à l'étranger (94,75% du volume global des exportations) avec un montant de 17,19 mds usd durant le 1<sup>er</sup> semestre 2017 contre 12,43 mds usd, soit une hausse de 38,32% qui représente une augmentation de 4,76 mds usd. Demeurant toujours marginales, les exportations hors hydrocarbures ont enregistré une hausse de 6,25% en s'établissant à 952 millions de dollars contre 896 millions usd. Les exportations hors hydrocarbures sont composées des demi-produits avec 691 millions usd (contre 697 millions usd), des biens alimentaires avec 189 millions usd (contre 129 millions usd), des produits bruts avec 34 millions usd (contre 35 millions usd), des biens d'équipements industriels avec 29 millions usd (contre 26 millions usd), tandis que les exportations des biens de consommation non alimentaires ont stagné à 9 millions usd. Pour ce qui est des importations, la quasi-totalité des groupes de produits a connu des baisses à



l'exception des produits alimentaires qui ont enregistré une hausse en s'établissant à 4,437 mds usd contre 4,05 mds usd (+9,61%), ainsi que des biens d'équipements agricoles dont les importations se sont chiffrées à 346 millions usd contre 241 millions usd (+43,6%). Par contre, les importations des biens d'équipement industriels ont reculé à 7,321 mds usd contre 7,882 mds usd (-7,12%), les demi-produits à 5,3 mds usd contre 6,01 mds usd (-11,8%), les biens de consommation non alimentaires à 4,131 mds usd contre 4,153 mds usd (-0,53%), les produits bruts à 792 millions usd contre 844 millions usd (-6,2%) et les produits d'énergie et lubrifiants à 657 millions usd contre 708 millions usd (-7,2%). En termes de mode de financement des importations, sur les 22,98 mds usd des biens importés au 1<sup>er</sup> semestre 2017, un montant global de 13,84 mds usd a été payé par cash (60,2% des importations globales), en

recul de 0,53% des règlements par cash par rapport à la même période de 2016. Les lignes de crédit ont financé les importations à hauteur de 36,32% pour un montant de 8,35 mds usd (en baisse de 7,15%), tandis que les comptes en devises propres ont financé à hauteur de 7 millions usd (contre 11 millions usd). Le reste des importations a été financé par le recours à d'autres moyens de paiement à hauteur de 792 millions usd (3,45% des importations), en baisse de 18,8%.

## L'Italie et la Chine préservent leur statut de premiers partenaires

Les cinq premiers clients de l'Algérie, au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2017, ont été l'Italie avec 3,12 mds usd (17,22% des exportations globales algériennes), suivie de la France avec 2,22 mds usd (12,25%), de l'Espagne avec 2,07 mds usd

(11,41%), des Etats-Unis avec 1,71 mds usd (9,44%) et du Brésil 1,17 mds usd (6,45%). Quant aux principaux fournisseurs de l'Algérie, la Chine est encore venue en tête avec 4,59 mds usd (près de 20% des importations globales algériennes), suivie de la France avec 1,95 mds usd (8,51%), de l'Italie avec 1,64 mds usd (7,13%), de l'Allemagne avec 1,57 mds usd (6,84%) et de l'Espagne avec 1,48 mds usd (6,5%). Par régions économiques, les pays de l'Union européenne (UE) sont restés les principaux partenaires commerciaux de l'Algérie au 1<sup>er</sup> semestre, avec une proportion de 40,25% des importations algériennes et de près de 60% des exportations du pays. Par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2016, les importations algériennes en provenance de l'UE ont baissé de près de 21% en passant à 9,25 mds usd contre 11,7 milliards de dollars. D'autre part, les exportations de l'Algérie vers ces pays ont aug-

menté de 3,34 mds usd (+44,3%). Concernant les pays de l'Ocde (hors UE), ils viennent en deuxième position avec une part de près de 14% des importations algériennes et de 18,6% des exportations du pays. Avec les autres régions, le volume global des échanges avec les pays d'Amérique a affiché une augmentation appréciable de 33,4% par rapport au premier semestre 2016, en passant de 2,34 mds usd à 3,12 mds usd. Concernant les pays d'Asie, les échanges ont affiché une hausse de 22,1% en passant de 6,8 mds usd à 8,3 mds usd. Par contre, le volume des échanges avec les pays de l'Union du Maghreb arabe (UMA) a enregistré une diminution de près de 21% en passant de 967 millions de dollars à 843 millions de dollars. Avec les pays arabes (hors UMA), les échanges ont enregistré une légère baisse de 6,5%, en passant de 1,23 milliard de dollars à 1,15 milliard de dollars.

S. K./APS

## Réunion du Comité ministériel de suivi Opep-Non Opep

# Des ajustements en vue pour mieux stabiliser les marchés

Les perspectives de l'accord Opep-non Opep sur la réduction de la production de pétrole seront examinées aujourd'hui à Saint-Petersbourg (Russie) par les représentants des pays signataires, dans l'optique à d'éventuels réajustements dans un marché pétrolier mondial encore sous pression. Cette tâche a été confiée au Comité ministériel conjoint de suivi des pays de l'Opep et des pays non Opep (JMMC) qui aura ainsi à analyser, lors de sa 4<sup>e</sup> réunion à Saint-Petersbourg, la situation du marché mondial du brut et, éventuellement, faire des recommandations pour les soumettre au prochain sommet de l'Opep prévu plus tard dans l'année. L'Opep et onze autres pays, dont la Russie, sont engagés depuis le début de l'année dans une réduction de leur production devant durer jusqu'en mars 2018 afin de réduire l'excès d'offre qui pèse sur les cours de l'or noir. Cependant, les observateurs considèrent qu'en dépit de

cet accord, des réajustements sont nécessaires pour donner plus de consistance à cette action. Le ministre russe de l'Energie, Alexander Novak, avait déclaré précédemment que la réunion de Saint-Petersbourg pourrait envisager différentes actions liées à l'avenir de l'accord de réduction de la production. Selon lui, les décisions qui seront prises sont tributaires de la situation actuelle du marché. «La Russie est prête à examiner toute proposition concernant la modification de certains paramètres du deal, si elles sont économiquement viables et si elles sont vraiment nécessaires», avait indiqué Alexandre Novak à la presse, lors du 22<sup>e</sup> Congrès mondial du pétrole tenu à Istanbul en début juillet. A Saint-Petersbourg, il s'agira, selon les observateurs, d'analyser l'offre et la demande, tirer des conclusions et faire éventuellement des recommandations pour le prochain sommet de l'Opep. Les participants à la réunion devraient

également se pencher sur le cas du Nigeria et de la Libye qui bénéficient jusque-là d'un traitement d'exception en matière de quota de production. Le Comité ministériel a été doté de pouvoirs supplémentaires, puisqu'il peut à la fois contrôler l'application de cet accord et formuler des recommandations sur des mesures supplémentaires si nécessaire, en vue de la stabilisation des marchés pétroliers. Pour rappel, le JMMC a été créé à la suite de la 17<sup>e</sup> Conférence ministérielle de l'Opep tenue en novembre 2016 et de la Déclaration de coopération ultérieure faite lors de la réunion ministérielle conjointe Opep-non Opep tenue en décembre 2016 à Vienne. Le JMMC est composé de trois pays membres de l'Opep (Algérie, Koweït et Venezuela) et de deux pays non membres de l'Opep (Russie et Oman). Lors de la 4<sup>e</sup> réunion du Comité ministériel conjoint de suivi des pays de l'Opep et des pays non Opep, à

Saint-Petersbourg, l'Algérie sera représentée par le ministre de l'Energie Mustapha Guitouni. Lors de la réunion de décembre, onze producteurs de pétrole non Opep ont coopéré avec les 13 pays membres de l'Opep dans un effort concerté en vue de rééquilibrer le marché mondial du pétrole grâce à un ajustement de la production combinée de 1,8 million de barils par jour. Les 11 pays producteurs de pétrole non Opep concernés par cet accord sont l'Azerbaïdjan, Brunei, Bahreïn, Guinée équatoriale, Kazakhstan, Malaisie, Mexique, Oman, Russie, Soudan et Sud Soudan. C'est lors de la tenue à Alger de la 17<sup>e</sup> réunion extraordinaire de la Conférence ministérielle de l'Opep, en septembre 2016, que les pays membres de l'Opep avaient décidé d'ajuster leur production dans un intervalle de 32,5 à 33 mbj et de créer un Comité de haut niveau présidé par l'Algérie en vue d'élaborer les détails de l'accord. **Safia T./Agences**

Constantine/ El Khroub

# Désignation d'une coordinatrice pour le suivi du programme CapDel

■ Une coordinatrice locale a été désignée pour suivre le projet du programme de renforcement des capacités des acteurs du développement local «CapDel» dans la commune d'El Khroub (wilaya de Constantine), a-t-on appris auprès de cette collectivité.



Par Lydia O.

La désignation de cette coordinatrice locale vise, a-t-on indiqué, à rassembler, sensibiliser, informer et appuyer technique-

ment le comité local en charge de ce programme, dont le bureau Algérie du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) est partie prenante du programme CapDel. Dans une déclaration,

Abdelhamid Aberkane, président de l'Assemblée populaire communale (P/APC) d'El Khroub, a précisé que cette coordinatrice, récemment nommée par la tutelle, a demandé dans le cadre de sa mission à prendre connais-

sance du travail préalablement effectué, dans ce contexte, au niveau de la commune. Depuis le lancement de l'atelier du programme CapDel au niveau d'El Khroub, le 6 avril dernier, les différents acteurs concernés par ce projet, attendent l'achèvement de la première phase de diagnostic territorial réalisée actuellement par le Centre de recherche en économie appliquée pour le développement (Cread), a-t-il souligné. Une fois le diagnostic terminé, M. Aberkane a précisé que des réunions d'évaluation de cette première étape seront programmées, à l'issue desquelles des conclusions sur la qualité de la participation des citoyens au processus décisionnel seront tirées. Le programme CapDel a pour principal objectif d'améliorer la participation citoyenne dans la planification locale au service d'une gouvernance communale concertée au sein de dix communes pilotes du territoire national, dont celle d'El Khroub, avec pour finalité la création de «véritables pivots» du développe-

ment local. Ce programme, visant à mettre en place une gouvernance locale participative et transparente pour répondre aux besoins des citoyens et initié au titre d'une coopération triangulaire entre le gouvernement algérien, l'Union européenne (UE) et le Programme des Nations unies pour le Développement (Pnud), a été lancé le 16 janvier 2017 à Alger.

L. O./APS

## Laghouat Plusieurs projets en cours de réalisation dans la commune de Tadjerouna

PLUSIEURS OPÉRATIONS de développement, de secteurs divers, sont en cours de réalisation dans la commune de Tadjerouna (80 km au sud-ouest de Laghouat), pour l'amélioration du cadre général de vie du citoyen, apprend-on samedi des responsables de cette collectivité locale. Cette commune a bénéficié d'une tranche de 30 logements publics locatifs (LPL), actuellement à 35% d'avancement de leurs travaux et devant être réceptionnés avant la fin de l'année en cours. Les services de la commune annoncent, en outre, la réception dans les toutes prochaines semaines, d'une polyclinique réalisée pour un coût de près de 110 millions DA. Le secteur de la Jeunesse et des Sports a été renforcé par la réception dernière d'un complexe sportif de proximité, qui a nécessité un financement de 100 millions DA et qui attend ses équipements pour entrer en phase d'exploitation, a-t-on aussi fait savoir.

Les structures sportives de la commune se sont également consolidées par la réalisation, au titre du Programme communal de développement (PCD), d'une piscine de proximité réalisées selon des normes «de qualité» et susceptible de servir de modèle à généraliser dans les autres communes de la wilaya de Laghouat, conformément aux instructions du wali. La commune de Tadjerouna a connu ces dernières années un «bond» en matière de développement, notamment dans le domaine des infrastructures et de l'aménagement urbain.

R. R.

Ghardaïa

## 2 810 hectares consacrés à la culture fourragère pour soutenir la filière lait

Une surface agricole de 2 810 hectares, irriguée sous pivots, a été consacrée aux différentes cultures fourragères pour soutenir l'essor de la filière lait dans la wilaya de Ghardaïa, a indiqué le directeur des services agricoles (DSA). La luzerne constitue la culture fourragère dominante avec une superficie de 1 175 ha, soit plus de 41,81% de la superficie fourragère totale, suivie du maïs ensilage avec une superficie de 1 160 ha (41%), puis l'orge avec 320 ha (11%) et l'avoine avec 150 ha, a précisé Mustapha Djaâboub. Bien adaptées aux conditions climatiques et à l'environnement aride de la région, ces cultures fourragères se sont avérées indispensables pour renforcer significativement le développement de la filière lait en amont et à améliorer la qualité du produit et le rendement, a-t-il souligné. La pérennité et

l'augmentation de la production laitière dans la wilaya le DSA, la formation des agriculteurs aux techniques culturales et à l'extension des cultures fourragères restent primordiales. L'élevage représente l'une des principales composantes de l'économie oasienne de la wilaya Ghardaïa. Ce secteur constitue une source importante de revenus pour la population locale et contribue au maintien de l'équilibre écologique de la région, a estimé M. Djaâboub. L'essor que connaît la filière de lait dans la wilaya de Ghardaïa est favorisé par plusieurs facteurs, notamment l'augmentation du cheptel laitier bovin estimé actuellement à près de 4 000 vaches laitières, l'amélioration du taux de vêlage et l'accroissement des superficies de production de fourrage et de maïs ensilage destiné à la fabrication d'aliment de bétail. Dans cette perspective, de

nombreux investisseurs envisagent de créer dans la wilaya de Ghardaïa de nouvelles exploitations agricoles intégrant l'élevage bovin laitier, la production fourragère et la production de lait et ses dérivés. Le développement de la filière dans la wilaya vise à pérenniser et accroître la production tout en garantissant la qualité des procédés de pasteurisation, en encourageant la création de nouvelles unités de transformation et de pasteurisation afin de favoriser la conservation sans porter atteinte aux propriétés gustatives du lait, a souligné le responsable de la DSA. Actuellement, plus de 1,2 million de litres de lait frais sont produits mensuellement dans la wilaya de Ghardaïa, signale-t-on.

Hatem D./Agences

Oran

## Une production prévue de 554 quintaux de liège

Une production de 554 quintaux de liège est attendue dans la wilaya d'Oran lors de la campagne de récolte de ce produit pour l'année en cours au niveau de la forêt de M'sila, dans la commune de Boutléils, a-t-on appris auprès de la Conservation des forêts. Quelque 74,4 quintaux de liège ont déjà été collectés depuis le lancement de la campagne en juin dernier. L'opération se poursuivra jusqu'à la fin du mois d'août prochain, a indiqué le chef du bureau d'aménagement et production à la conservation. L'opération cible,

cette saison, 200 ha d'arbres de chêne-liège au niveau de cette forêt. La campagne 2016 a porté sur 150 ha ayant permis la production de 460 qx de ce produit forestier, a ajouté Koudad Mohammed. La superficie globale couverte par des chênes-lièges est estimée à 1 068 ha, dont 860 ha productifs. Sept agents sont mobilisés pour cette campagne, alors que l'année dernière ils étaient 15 agents à être chargés de ce travail. Dans ce sens, le même responsable a souligné les difficultés de recruter une main-d'œuvre spécialisée

en raison de sa rareté sur le marché, d'où la nécessité de former les jeunes dans ce domaine, a-t-il estimé. L'entreprise publique spécialisée en génie rural s'occupe de la collecte et de la commercialisation du produit. 20% des revenus provenant de la vente du liège reviennent au Trésor public et le restant à l'entreprise précitée, en application de la convention paraphée entre la Direction générale des forêts (DGF) et celle de la conservation de wilaya. En l'absence, à Oran, d'entreprises spécialisées dans la transformation du liège, la

commercialisation de ce produit stagne d'année en année. La récolte de l'année dernière n'a pas encore été vendue, alors que celle de l'année commence à peine d'être écoulée, déplore le même responsable. Par ailleurs, pour préserver les chênes-lièges de la forêt de M'sila, unique site au niveau de la wilaya qui recèle ce genre d'arbres, la Conservation des forêts a procédé à la pose de clôtures pour préserver du pacage illicite 450 ha de ce patrimoine.

Y. A.



## Tunisie

# Le président de l'ISIE quitte son poste

■ Le président démissionnaire de l'Instance supérieure tunisienne indépendante pour les élections (ISIE), Chafik Sarsar, devra quitter aujourd'hui officiellement son poste.



Par Amel D.

Chafik Sarsar avait annoncé, le 9 mai dernier, lors d'une conférence de presse, sa démission de la présidence de l'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) ainsi que celle de Mourad Ben Mouelli, (vice-président) et de Lamia Zargouni (membre). Dans une déclaration à l'agence de presse tunisienne TAP, Nabil Baffoun, membre de l'Instance, a expliqué que selon la loi n° 23-2012 portant création de l'Instance, l'Assemblée des représentants du peuple doit tenir bientôt une séance plénière pour combler les vacances. Un appel à

candidature sera ouvert pour le poste d'un président de l'Instance parmi ses membres. M. Baffoun a rappelé que les membres démissionnaires ont assuré leurs tâches et ont assisté aux réunions de l'Instance conformément à une décision issue de son conseil, le 17 mai 2017. L'article 16 de la loi organique n° 2012-23 du 20 décembre 2012 relative à l'ISIE stipule qu'en cas de vacance imprévue au sein du Conseil de l'Instance supérieure indépendante pour les élections pour cause de décès, démission, révocation, incapacité ou abandon de poste, le Conseil de l'Instance constate le cas de vacance et en prend

acte sur un procès-verbal spécial qu'il transmet avec les autres pièces du dossier à l'Assemblée législative qui procède, à la demande du président de l'Instance ou de la moitié des membres de son Conseil, au remplacement du poste vacant conformément aux procédures prévues à l'article 6. L'article 6 de la même loi stipule qu'une commission spéciale est créée au sein de l'Assemblée législative et chargée de l'examen et de la sélection des dossiers de candidature des membres du Conseil de l'Instance.

Le mouvement de Nidaa Tounes a annoncé qu'il participera aux prochaines élections municipales avec des listes

«purement nidaistes», ouvertes aux compétences ayant un rayonnement local et aux personnalités actives dans la société civile, tout en réaffirmant son attachement à la date du 17 décembre 2017 pour la tenue du scrutin.

## Nidaa Tounes engagé avec des listes ouvertes aux compétences

Le parti au pouvoir a appelé, dans une déclaration rendue publique au terme, samedi à Sousse, de la conférence nationale des cadres organisée par la commission nationale des élections relevant du parti, les coordinations régionales et les commissions électorales à accélérer la constitution des listes électorales dans les 350 circonscriptions. Nidaa Tounes a invité ses dirigeants et partisans à œuvrer à remporter les élections afin de maintenir la cohésion entre l'autorité centrale et locale, préserver la stabilité politique dans le pays, assurer la poursuite du processus de transition démocratique et de se fonder sur la compétence, l'honnêteté et l'action en faveur de l'intérêt local dans la constitution des listes électorales. La conférence a été tenue à l'appel des coordinations régionales, des présidents de commissions régionales des élections et des membres de l'administration exécutive pour suivre les préparatifs du parti en prévision de la prochaine

échéance municipale. Au programme de la conférence une communication du président de la commission, Slim Chaker, sur «l'aspect technique du scrutin» et une autre communication du directeur du centre d'études de Nidaa Tounes, Khaled Chowket, sur «le pouvoir local en démocratie participative» qui ont été suivies de débats.

A. D./Agences

## Maroc La couverture de la révolte du Rif «entravée par les autorités»

REPORTERS sans frontières (RSF) a dénoncé «l'attitude des autorités marocaines», accusées d'«entraver» la couverture de la contestation populaire dans le Rif, région du nord du Maroc secouée par un mouvement de protestation depuis neuf mois, indiquant que les autorités font peu à peu de cette région une zone de non-droit à l'information indépendante. Depuis le début du «Hirak» (nom donné localement au mouvement populaire) en octobre dernier, RSF a «recensé de nombreuses violations de la liberté d'informer», a affirmé l'ONG dans un communiqué. «A vouloir empêcher la couverture médiatique de la révolte du Rif, les autorités marocaines font peu à peu de cette région une zone de non-droit à l'information indépendante», a soutenu la directrice du bureau Afrique du Nord de RSF, Yasmine Kacha. La connexion Internet a été également ralentie, parfois interrompue, et le réseau téléphonique perturbé dans toute la ville, ce qui a «compliqué le travail des journalistes sur place», souligne RSF. Des dizaines de personnes ont été blessées jeudi lors d'une manifestation massive réprimée par les forces de sécurité dans la ville d'Al-Hoceïma, où la situation reste «confuse», sept mois après le déclenchement du mouvement de protestation dans cette localité de la région du Rif. En effet, la situation dans cette ville de la région du Rif est tendue depuis octobre 2016, lorsqu'un vendeur de poisson, Mouhcine Fikri, a été broyé par une benne à ordures alors qu'il tentait de récupérer sa marchandise confisquée par les forces de sécurité. Ce drame a motivé la prise de conscience face aux injustices sociales et politiques imposées aux populations de cette région, depuis plus de 60 ans. La frustration et le sentiment d'abandon restent bien présents dans l'esprit des habitants rifains.

R. M.

## Sahara occidental/ Détenus politiques de Gdeim Izik

### Amnesty appelle les autorités marocaines à garantir un procès équitable

Amnesty International a appelé les autorités judiciaires marocaines à garantir un procès équitable à tous les détenus politiques sahraouis et à éviter tout dépassement (torture ou mauvais traitement) au cours de l'instruction. Dans sa réponse à la lettre adressée par le président de la République arabe sahraoui démocratique et secrétaire général du Front Polisario, Ibrahim Ghali, au sujet des étudiants sahraouis incarcérés, le secrétaire général d'Amnesty International, Salil Shetty, a appelé les autorités judiciaires marocaines à «veiller, lors du procès des Sahraouis, à ce que nul ne soit déclaré coupable sur la base de preuves extorquées sous la torture». Dans un communiqué conjoint publié le 10 juillet, Amnesty International et Human Rights Watch avaient appelé le Maroc à veiller à ce qu'aucun Sahraoui incarcéré ne soit déclaré coupable sur la base de preuves extorquées sous la torture. Après avoir pris connaissance du verdict prononcé à l'encontre des détenus politiques sahraouis du groupe de Gdeim Izik, Amnesty International a dénoncé un procès mené en l'absence d'une instruction sérieuse. Le président sahraoui avait écrit au secrétaire général d'Amnesty International, le 10 juillet, concernant les lourdes peines (3 à 10 ans de prison) prononcées par le Maroc à l'encontre d'un grou-

pe d'étudiants sahraouis après une longue période d'incarcération sur fond de tergiversations et de reports et en l'absence des moindres conditions d'un procès équitable. Les étudiants ont subi toutes formes de torture et d'intimidation dans les postes de police marocains, a-t-il affirmé, précisant que les autorités d'occupation marocaines avaient entamé début 2016 une vaste campagne d'arrestation parmi les étudiants sahraouis dans les villes marocaines d'Agadir et de Marrakech et dans la ville de Boujdour dans les territoires occupés du Sahara occidental. Les étudiants sahraouis ont été arrêtés en raison de leurs convictions politiques, leur engagement en faveur de la défense des droits de l'homme au Sahara occidental et leur attachement aux principes et résolutions de l'Organisation des Nations unies. Le président sahraoui a précisé qu'il avait été procédé aux arrestations sur la base d'accusations montées de toutes pièces dans le but de criminaliser la résistance pacifique sahraoui et faire taire toutes les voix qui défendent le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination et à la liberté. Le président sahraoui a attiré encore une fois l'attention d'Amnesty International sur la poursuite des pratiques terroristes de l'occupant marocain contre les civils sahraouis à travers la répression des manifestations pacifiques et l'arres-

tation des civils sahraouis, victimes de peines iniques suite à des procès sous silence et en l'absence des moindres conditions légales requises. Il est évident que l'Etat de l'occupant marocain entend continuer à faire fi des droits internationaux et humanitaires et à ignorer les appels de plusieurs organisations des droits de l'homme à mettre fin aux pratiques arbitraires, aux interpellations, à la torture et au simulacre de procès, outre l'embargo imposé aux territoires occupés du Sahara occidental et les contraintes infligées aux civils sahraouis en matière de règles fondamentales et de libertés, a-t-il ajouté. L'ONU, l'UA et la communauté internationale sont appelées à assumer leur responsabilité dans la décolonisation au Sahara occidental, dernière colonie en Afrique, a affirmé le président sahraoui, exhortant Amnesty International à intensifier ses efforts pour la libération du groupe des étudiants et du groupe de Gdeim Izik et interpellé le Maroc sur le sort de plus de 651 civils sahraouis disparus depuis l'invasion et l'occupation du Sahara occidental le 31 octobre 1975. «Il faut prendre des mesures urgentes pour faire cesser le pillage des ressources naturelles sahraouies et enlever le mur de séparation érigé par le Maroc et qui constitue un crime contre l'humanité», a-t-il conclu.

Halim O./APS



## Afghanistan

# Une trentaine de villageois enlevés toujours portés disparus

■ Au moins 70 civils ont été pris dans leurs maisons et sept exécutés, dont les corps ont été retrouvés par des villageois samedi matin, puis trente relâchés, selon la police de Kandahar, la grande capitale du sud.

Par Rosa F.

Les autorités afghanes battaient hier la campagne pour retrouver plus d'une trentaine de villageois sur les 70 disparus. Elles accusent les talibans de les avoir enlevés vendredi dans la région de Kandahar (sud) en raison de leurs liens supposés avec le gouvernement. Au moins 70 civils ont été pris dans leurs maisons et sept exécutés, dont les corps ont été retrouvés par des villageois samedi matin, puis trente relâchés, selon la police de Kandahar, la grande capitale du sud. «Nous avons lancé des recherches pour retrouver les vil-



lageois enlevés, mais nos forces avancent très prudemment pour éviter de causer de nouvelles victimes au cours de l'opération», a indiqué à l'AFP Zia Durrani, porte-parole de la police de Kandahar.

Les 70 villageois sont tous des civils pachtounes, la communauté à laquelle apparten-

ent les talibans, divisée cependant entre de nombreuses tribus dont certaines alliées du gouvernement central de Kaboul.

Un responsable de la commission régionale des droits de l'homme, Fakhruddin Fayezi, a confié que selon des entretiens qu'il a eus avec des villageois de différents hameaux, le nombre d'otages pourrait être supérieur aux 70 initialement annoncés.

Les talibans ont rejeté hier ces accusations, affirmant sur Twitter avoir «attaqué des checkpoints» des forces de sécurité et tué un nombre non précisé de membres des ALP, la police locale (Afghan Local Police) mise en place par les Américains dans les villages.

«Nous avons interrogé dix-sept personnes qui ont toutes été relâchées», a affirmé également leur porte-parole, Zabihullah Mujahid.

Selon le chef de la police de Kandahar le général Abdul Raziq, ces otages ont été pris à leur domicile, dans leurs villages essaimés le long de l'autoroute Kandahar-Tarin Kot, capitale de l'Uruzgan. Cet axe est particulièrement redouté des automobi-

listes, avec celui qui conduit au Helmand, en raison de la présence régulière d'insurgés qui montent des barrages et vérifient les identités des passagers.

Les corps de sept de ces civils ont été découverts par d'autres villageois samedi matin, puis trente ont été libérés.

Les raisons pour lesquelles ces gens ont été enlevés – on ignore si des femmes figurent parmi les otages – sont inconnues mais des responsables locaux estiment qu'ils étaient soupçonnés de collaborer avec le gouvernement.

Ce serait la première fois que les talibans se rendent directement dans un village pour prendre des civils en otages. D'ordinaire, ils interceptent les véhicules sur la route et vérifient la qualité des passagers, notamment s'ils sont liés au gouvernement et aux forces de sécurité.

En juin et juillet 2016, une série d'interceptions avait ainsi abouti à l'enlèvement de près de 200 personnes notamment dans la province de Kunduz (nord) : la plupart avaient été libérées mais une douzaine au moins avaient été tuées, selon la police.

La dernière affaire de ce type remonte au 12 juillet, quand les autorités afghanes ont découvert les corps criblés de balles de sept passagers d'un bus, kidnappés dans l'ouest lors d'une attaque attribuée aux talibans.

Ils avaient obligé le bus à s'arrêter et les seize passagers à en descendre.

Les civils sont de façon croissante pris dans les mailles du conflit qui s'est fortement accentué depuis le début de l'offensive de printemps des talibans, fin avril, contre le gouvernement de Kaboul.

Des combats étaient en cours hier dans plusieurs provinces du nord et du sud, dont le Helmand, où 16 policiers afghans ont été tués par erreur vendredi soir par un raid américain alors qu'ils venaient de déloger les talibans d'une localité.

Les insurgés se sont aussi emparés de plusieurs districts de Faryab, dans le nord-ouest du pays, lors d'une «attaque coordonnée» qui a obligé les forces régulières à se retirer, a indiqué à l'AFP Abdul Karim Yourish, porte-parole de la police provinciale.



## Points chauds

### Réorientation

Par Fouzia Mahmoudi

Le feuilleton diplomatique entre la Turquie et l'Allemagne n'est visiblement pas près de s'arrêter et le dernier épisode montre bien à quel point les relations entre les deux pays, il y a encore peu alliés solides, se sont détériorées. En effet, Recep Tayyip Erdogan a sommé hier Berlin de ne «pas se mêler des affaires intérieures» de son pays. «Personne n'a le droit de se mêler des affaires intérieures de la Turquie», a déclaré Erdogan lors d'une conférence de presse à Istanbul, répondant à une question sur les récentes critiques allemandes sur la situation des droits de l'Homme en Turquie. Les autorités germaniques, excédées par l'interpellation à Istanbul de défenseurs des droits de l'Homme, dont un Allemand, ont annoncé la semaine dernière une «réorientation» de leur politique vis-à-vis de la Turquie avec des mesures qui risquent de pénaliser économiquement son partenaire historique. «Nous ne pouvons pas accepter ce qui se passe en Turquie», a ainsi déclaré sans détour le président allemand Frank-Walter Steinmeier lors d'un entretien à la chaîne publique ZDF. Les rapports entre Ankara et Berlin se sont dégradés ces derniers mois, mais la brouille entre les deux pays a pris une tournure d'une rare gravité après que l'Allemagne a décidé de jouer la carte de l'économie pour mettre la pression sur la Turquie. Les mesures envisagées à Berlin incluent notamment un réexamen des garanties, prêts ou aides qu'apporte le gouvernement allemand ou l'UE aux exportations ou aux investissements dans le pays. Cette perspective semble avoir inquiété les dirigeants turcs, qui se relaient depuis plusieurs jours pour tenter de rassurer les investisseurs allemands, en démentant notamment des informations de presse faisant état d'une liste de 68 groupes allemands ou cadres dirigeants d'entreprises accusés de soutien au «terrorisme» par Ankara. «Il n'y a ni enquête, ni examen visant les entreprises allemandes qui sont présentes en Turquie. Ce sont des informations mensongères, erronées, des affabulations. Il n'y a rien de tel», a encore assuré hier le président turc. Mais il n'est pas certain que ces affirmations faites dans la crainte de conséquences économiques puissent effacer les deux dernières années marquées par les dérapages répétés d'Erdogan et par les discours aux tonalités dictatoriales de celui-ci. Les relations avec l'Allemagne ne se résoudront pas par quelques phrases, mais par un long travail pour reconstruire la confiance détruite par un Erdogan incapable de comprendre les limites de ses excès.

F. M.

## Texas

### Huit morts et 28 blessés dans une remorque de camion

Huit morts et 28 blessés, apparemment des immigrants clandestins, ont été trouvés hier dans une remorque de camion garée sur un parking de San Antonio, ville proche de la frontière mexicaine au Texas, ont annoncé les autorités.

Les blessés, dont 20 grièvement, ont été hospitalisés, ont précisé le chef de la police locale, William McManus, et les pompiers.

«Cela semble bien être un trafic d'êtres humains», a déclaré le chef de la police, parlant d'une scène d'«horreur» trouvée dans

le camion. Il a précisé que les vidéos de sécurité du parking montraient que des véhicules étaient auparavant venus chercher certaines personnes cachées dans la remorque et qui étaient vivantes. Il était impossible de dire dans un premier temps combien de personnes avaient été transportées dans la remorque. Parmi le groupe figuraient aussi des enfants.

«Nous avons été appelés par un employé du magasin Walmart à propos de ce camion qui était garé sur leur parking. Il nous a dit que quelqu'un du camion lui

avait demandé de l'eau. Il a apporté l'eau puis a appelé la police. Nous sommes arrivés, et nous avons trouvé huit morts dans le fond de la remorque», a raconté M. McManus lors d'une conférence de presse.

Il a également annoncé que le chauffeur du camion avait été arrêté. Le chef des pompiers, Charles Hood, a précisé de son côté que l'air conditionné dans la remorque n'était pas en marche. «Nous avons commencé à sortir les blessés (...) Vingt d'entre eux étaient grièvement ou très grièvement atteints», a-t-il dit.





Ouverture aujourd'hui du Festival Raconte-Arts

# Diverses disciplines artistiques à l'affiche

■ Le Festival Raconte-Arts est de retour au niveau du village Aït Ouabane (Tizi Ouzou). Cette manifestation culturelle sera ouverte cet après-midi et se poursuivra jusqu'au dernier jour du mois de juillet. De la littérature, du cinéma, du théâtre et d'autres activités culturelles sont au menu de cette belle rencontre.

Par Abla Selles

Les participants à la quatorzième édition du Festival Raconte-Arts sont déjà sur place. Tous les moyens humains et matériels sont mis en place selon les organisateurs pour assurer le bon déroulement de cet événement artistique qui s'ouvre cette après-midi au niveau du village Aït Ouabane (Tizi Ouzou). Placé sous le thème «Akken abrid yiwèn ur titettu» («Pour que nul n'oublie le chemin»), ce festival qui met la lumière sur les différentes disciplines artistiques propose plusieurs activités jusqu'à la fin du mois courant. Des troupes artistes algériennes et étrangères feront vivre le village d'Aït Ouabane dans une ambiance fictive, promettent les organisa-



teurs. Des activités littéraires sont à l'affiche, à l'image de conférences débats, de rencontres avec des auteurs dont

Riccardo Nicolai, Tarik Djerroud, Sarah Haidar, Dominique Devigne et Slimane Saadoun. Des lectures poétiques seront

aussi organisées au bonheur des amoureux des poèmes.

Le théâtre de rue sera présent lors de cette manifestation cultu-

relle et artistique avec plusieurs troupes de la région. Des performances artistiques à l'image de «Fougue, vacuité, évanouissement...» Contes et calligraphie seront animées par Fayçal Bellatar et Fouad.

Le centenaire de Mouloud Mammeri sera entre autres célébré à travers des rencontres débats et des conférences autour du thème «La voie tracée par Mouloud Mammeri pour la sauvegarde de l'âme kabyle» et «Mammeri, le linguiste et l'homme de lettres». Le patrimoine matériel et immatériel de la région de Kabylie sera mis en valeur à travers diverses activités. D'abord, il y a le patrimoine musical de la région qui sera revisité à travers plusieurs artistes. Des conférences seront animées autour de «La revalorisation du patrimoine kabyle comme potentialité touristique, un enjeu au développement local et durable», «Peut-on dynamiser le tourisme si notre patrimoine n'est pas protégé et valorisé ?». Cette manifestation ne sera pas au goût du public si le grand carnaval Ayredien est raté. Il s'agit d'une rencontre qui réunit musiciens, paroliers et chanteurs pour revisiter le patrimoine de la région. A. S.

Aokas/ Béjaïa

## Une conférence tourne à l'émeute

La conférence du café littéraire de la ville d'Aokas animée par M. Ramdan Achab au centre culturel d'Aokas sur initiative de l'association Azday Adelsen n'Wegqas a été interrompue par les services de sécurité, 20 minutes après son lancement. Cette décision a provoqué l'ire des jeunes de la ville qui n'ont pas manqué d'exprimer violemment leur colère. Des échauffourées ont éclaté entre ces jeunes et les services de police. Interdite par les autorités, la

conférence débat animée par Ramdan Achab s'est tenu après un forçage qui s'est matérialisé à travers une marche de la place de la poste vers le lieu de la conférence. Sur place le dispositif de police déployé aux abords du lieu n'a pas réagi sur le coup mais non sans des changes qui ont illustré la tension qui régnait. Les services de police sont intervenus et ont fermement ordonné l'évacuation des lieux. Mais, la réaction des participants n'a pas été tendre et les choses ont

immédiatement tourné à l'émeute. Les échanges d'hostilités se poursuivaient à l'heure où nous mettons sous presse et aucun blessé et aucune arrestation n'a été signalée. Les organisateurs qui ont déjà manifesté leur colère à travers un sit-in ces derniers jours devant le siège de la daïra sans pour autant être convaincu. L'intervention policière fut "musclée", selon les présents, intimant l'ordre de cesser les travaux et de quitter la salle. Les organisateurs s'y attendaient un

peu en décidant lors de la réunion de jeudi de "ne plus demander l'autorisation pour organiser des conférences". Les représentants du mouvement associatif, de partis politiques et de la société civile, réunis ont discuté longuement des interdictions qui frappent la tenue de conférences qu'organise chaque samedi le café littéraire d'Aokas. "Huit conférences et une table ronde ont été interdites sur ordre de l'administration", précise-t-on. H.C.

Centenaire de la naissance de Mouloud Mammeri

## Un riche programme culturel tout le long de l'année courante

Le secrétaire général du Haut commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, a fait savoir, samedi à Boumerdes, que le programme de la célébration du 100<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de l'écrivain, Mouloud Mammeri (1917-1989) comprenait 13 manifestations culturelles et littéraires, outre le financement de 3 autres projets d'envergure, étalé sur toute l'année 2017.

L'Etat, à travers le ministère de la Culture, a mis à la disposition du HCA tous les moyens pour concrétiser les programmes et projets prévus à cet effet, a indiqué le SG du

HCA à la presse, en marge de la cérémonie d'inauguration, à la maison de la Culture Rachid-Mimouni, de la caravane littéraire et culturelle prévue pour célébrer le 100<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de l'écrivain et anthropologue Mouloud Mammeri.

Déclinant les moments charnières de ce programme, M. Assad a fait savoir que la wilaya d'Oran abritera les 3, 4 et 5 novembre 2017 une conférence internationale sur le défunt Mouloud Mammeri, la mise en place d'un stand, durant le Salon international du livre de 2017, consacré à la présentation de

l'œuvre de l'éminent homme de lettres, outre l'émission, le 28 décembre 2017, d'un timbre postal à sa mémoire.

La caravane littéraire et culturelle se poursuit à la wilaya de Boumerdes avec, au programme, l'organisation d'une table ronde, animée par les membres du comité scientifique de la manifestation, sur la richesse des travaux de Mouloud Mammeri, notamment dans le roman, le conte, la poésie, le théâtre, la linguistique, l'anthropologie et le cinéma. L. B.

Festival Orientalys de Montréal

## Cheb Anouar à l'affiche

Le chanteur raï Cheb Anouar sera en concert au 7<sup>e</sup> Festival Orientalys, prévu du 10 au 13 août à Montréal (Canada), annoncent les organisateurs sur le site Internet de la manifestation. Cheb Anouar présentera plusieurs de ses chansons sur la scène du Vieux-Port à Montréal où réside une communauté algérienne importante. Anouar s'est fait connaître au début de

sa carrière qu'il a entamée très jeune, dans les années 1980-90, par «Nekri berrah», «lala laârous-sa» ou encore «Achoufou mali», des chansons qui avaient eu un franc succès auprès du public algérien.

Le groupe «Oriental Groove» dont fait partie le saxophoniste algérien Yacine Belahcene, est également programmé au festival et devra présenter son der-

nier album «Mediterranean Clash». Fondé à la fin des années 1990 à Barcelone, «Oriental Groove» alterne, folklore algérien, raï, chaâbi, gnawa et funk.

Des troupes et des musiciens à l'image de l'interprète et violoniste canadienne Briga et le groupe «Salamate Gnawa et Basmate Montréal» dont fait partie l'interprète gnaoui Rachid

Salamate, comptent parmi les participants à l'édition 2017 d'Orientalys. Créé en 2011 par l'organisme «Alchimies, créations et cultures», le Festival Orientalys qui célèbre Montréal en tant que «ville pluriculturelle, d'avant-garde et ouverte à l'Autre» est dédié à la rencontre des cultures orientales et occidentales, selon les organisateurs. R. C.

### Rendez-vous culturels

**Galerie d'art Aïcha-Haddad**  
(84, rue Didouche-Mourad, Alger)

**Jusqu'au 4 août :**  
Exposition de l'artiste peintre Mohamed Meliani intitulée «Hommage à ma mère, sourire et nature».

**Palais des raïs, Bastion 23**  
(Bab-El-Oued, Alger)  
**Jusqu'au 3 août :**  
Exposition «Alger, la protégée d'Allah».

**Institut français d'Alger**  
(Alger-Centre).  
**Jusqu'au 27 juillet :**  
Exposition de photographies «Entre ciel et mer» de Noël Fantoni.

**Ville antique de Djemila**  
**Du 20 au 27 juillet, chaque jour à 22h :**

13<sup>e</sup> Festival arabe de Djemila.  
**Lundi 24 juillet 2017 :**  
Samir El Assimi, Cheb Farès, Radi Manel, Imed Amir, Saâd Ramadan.

**Mardi 25 juillet 2017 :**  
Hakim Salhi, Nora Gnawa, Réda Sika, Cheb Bilel.  
**Mercredi 26 juillet 2017 :**  
Abdou Driassa, Mohamed Rouane, Salma Kouiret, Najwa Karam.

**Judi 27 juillet 2017 :**  
Cheb Anouar, Cheikh Soltane, Nada Al Rhéane, Mohammed Assaf.



## MC Alger Kamel Kaci Said nouveau directeur général sportif

L'ANCIEN attaquant international algérien Kamel Kaci Said a été désigné pour occuper le poste de directeur général sportif de la Société sportive par actions «Le Doyen» SSPA/MC Alger, a annoncé le Conseil d'administration du club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football samedi dans un communiqué. Kamel Kaci Said (50 ans) qui avait déjà occupé le poste de manager général au MC Alger en 2014 avec à la clé une Coupe d'Algérie, succède ainsi à Omar Ghrib, démis de ses fonctions. La désignation du nouveau directeur général sportif entre en vigueur à partir du 22 juillet 2017, précise le communiqué, publié sur l'application officielle du MCA. Ghrib, suspendu à vie de toutes activités liées au football par la Fédération algérienne de la discipline lors de

l'été 2013, a été gracié en février 2016, d'où son retour aux affaires du Mouloudia, un retour couronné quelques mois plus tard par le trophée de Coupe d'Algérie remporté par son équipe. Au cours du défunt exercice, le MCA a terminé à la deuxième place en championnat, et s'est fait éliminer en demi-finales de la Coupe d'Algérie. Le club est toujours en course en Coupe de la Confédération africaine (CAF) où il va affronter le Club Africain de Tunis en septembre prochain dans le cadre des quarts de finale. Kamel Kaci Said sera appelé à accélérer notamment l'opération de recrutement, où le MCA a assuré jusque-là l'arrivée de trois joueurs : Sofiane Balegh (ex-USM Bel-Abbès), Zine Abededine Boulakhoua (ex-USM El-Harrach) et Abdellah Moudhen (ex-Paradou AC).

## Coupe arabe des clubs champion Victoire du NA Hussein-Dey devant Al-Wihda (EAU) 2-0

LE REPRÉSENTANT algérien, le NA Hussein-Dey, s'est imposé devant son homologue des Emirats arabes unis Al-Wiha sur le score de 2 à 0 (mi-temps : 2-0) en match comptant pour la 1<sup>re</sup> journée du groupe A du championnat arabe des clubs champions de football, disputé samedi au stade Essalam du Caire (Egypte). Les buts d'Ennasria ont été inscrits par Toufik Addadi (10<sup>e</sup>) et Ahmed Gasmî (45+1). Le club de la Ligue 1 algérienne, affrontera mardi prochain, le club jordanien d'El-Fayçalî (17h00 algériennes) avant de boucler le 1<sup>er</sup> tour face au club organisateur, Ahly du Caire, vendredi prochain

(18h00). Cette compétition qui se poursuivra en Egypte jusqu'au 5 août, connaît également la participation du Zamalek (Egypte), d'Al Ahd (Liban), du FUS Rabat (Maroc) et d'Al Nasr (Arabie saoudite) au niveau du groupe B, alors que l'ES Tunis (Tunisie), Al Hilal (Arabie saoudite), Naft Al Wassat (Iraq) et El Merreikh (Soudan) forment le groupe C. Les demi-finales et finale auront respectivement les 2 et 5 août. L'Union des associations arabes de football (Uafa) a réservé des dotations financières importantes aux lauréats. A titre d'exemple, le vainqueur touchera une prime avoisinant les 2,4 millions d'euros.

## Handisport/Mondiaux-2017 Médaille d'or pour l'Algérienne Ismahane Boudjadar



L'ATHLÈTE ISMAHANE Boudjadar (javelot/F33) a remporté samedi la médaille d'or des 8<sup>es</sup> Championnats du Monde d'athlétisme handisport de Londres. La championne paralympique qui a battu le record du monde dans sa spécialité il y a quatre mois, a réussi à se classer première avec 5,92 m devant la Qatarite Sara Hamdi Massoud (5,39 m) et la Grecque Anthi Liagkou (5,22 m). Elle s'est dite «ravie» de gagner le titre mondial et d'ajouter une médaille d'or à son riche palmarès. Ismahane s'apprête déjà à se préparer pour Tokyo 2020. La médaille d'or décrochée avec brio à la 9<sup>e</sup> et dernière journée des championnats handisport de Londres, est la 6<sup>e</sup> pour l'Algérie qui compte également 2 médailles en argent et 4 en bronze. Ce soir, Les athlètes algériens Madjid Djamaï et Abdelkrim Kraï, seront sur la ligne du départ de la finale du 1500m/T37.

## Handball / Mondial-2017 U-21

# Les Verts assurent la qualification au 2<sup>e</sup> tour

■ La sélection algérienne de handball des moins de 21 ans (U21) a assuré sa qualification au deuxième tour du Championnat du Monde de la catégorie, en arrachant le match nul face à son homologue croate 24 à 24 (mi-temps : 09-11), samedi soir à la salle Harcha-Hacène d'Alger, pour le compte de la 4<sup>e</sup> journée (groupe D).



M enés au score durant toute la rencontre, les Algériens sont parvenus à recoller au score dans les 10 dernières minutes et ont même raté la balle de match qui aurait offert une victoire de prestige aux coéquipiers du gardien de but Khelifa Ghodbane, auteur d'un énorme match face à l'une des meilleures équipes du Mondial-2017.

Menés (3-6) après dix minutes de jeu, les Verts ont tardé à trouver leurs marques face aux joueurs croates qui ont su profiter des faiblesses de la défense algérienne, en servant à plusieurs reprises leur pivot qui se retrouvait seul face au but.

Génés par la défense aplatie de l'équipe croate, les Algériens ont tout de même trouvé des solutions en attaque en jouant sur les ailes par l'intermédiaire de Nidhal Djeghaba (4 buts) et Yacine Djedid (6 buts), pour recoller au score, (6-6) à la 15<sup>e</sup> minute.

Ratant plusieurs occasions de prendre l'avantage lorsqu'ils étaient en supériorité numé-

rique, les Algériens sont restés aux contacts des Croates jusqu'à la mi-temps (09-11), grâce à la grande performance de leur gardien Ghodbane qui a stoppé la majorité des tirs croates, au grand bonheur du public de la salle harcha qui scandé «Khelifa, Khelifa» à chaque attaque croate.

Au retour des vestiaires, les Croates ont gardé leur avance de 2 buts en gérant possession après possession, avant de se faire rattraper à la 53<sup>e</sup> minute (20-20) par des Algériens euphoriques et pleins de réalisme, qui sont même parvenus à passer devant pour la première fois du match à la 55<sup>e</sup> minutes (22-21), grâce à leur capitaine Hellal (3 buts).

Dans les cinq dernières minutes de la rencontre, les deux équipes sont restées au coude à coude, (23-23) à la 57<sup>e</sup> minute puis (24-24) à la 59<sup>e</sup> minute, moment choisi par le coach Gherbi pour prendre un temps-mort, après un dernier arrêt de Ghodbane, et donner ses consignes pour la dernière possession de balle, mais la vigilan-

ce des joueurs croates bien en place défensivement, a empêché l'arrière Hadj-Sadok (3 buts) de prendre le dernier tir qui aurait offert la victoire à l'Algérie.

C'est le deuxième match nul de l'Algérie dans ce tournoi mondial après celui de jeudi face à l'Argentine (25-25) pour une victoire face au Maroc (24-19) et une défaite contre l'Islande (25-22).

Dans les autres rencontres de la poule D disputées samedi, l'Islande a battu le Maroc (35-18) alors que l'Argentine a disposé de l'Arabie saoudite (24-23).

Hier, les équipes du groupe D ont bénéficié d'une journée de repos, avant de jouer la 5<sup>e</sup> et dernière journée du Tour préliminaire lundi.

Lors de cette ultime journée, les Verts seront opposés à l'Arabie saoudite (20h45) à la salle Harcha-Hacène, avec pour objectif d'arracher la 3<sup>e</sup> place du groupe D, alors que l'Islande affrontera la Croatie pour la première place de la poule. Le dernier match mettra aux prises l'Argentine au Maroc.

R. S.

## La France l'emporte devant le Qatar (35-18)

LA FRANCE a battu le Qatar samedi, 35-18, mi-temps (17-7) en match disputé à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger, comptant pour la 4<sup>e</sup> journée du groupe B du Championnat du monde de handball des moins de 21 ans (U-21).

Cette victoire permet à la France de s'installer en tête de la Poule B avec sept points pour 4 matches devant le Danemark (6 pts - 4m), la Slovaquie (5 pts - 3 m) et la Suède (4 pts - 4 m). L'Egypte (3 m) et le Qatar (4m) comptent zéro point.

En ouverture de cette jour-

née, le Danemark a pris le meilleur sur la Suède (33-25).

Le dernier match de cette 4<sup>e</sup> journée mettra aux prises à partir de 20h00 la Slovaquie à l'Egypte à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf.

# LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Marsa Ben M'hidi et Remchi

## Arrestation de deux malfaiteurs

DEUX MALFAITEURS qui sévissaient au niveau des villes de Marsa Ben M'hidi et Remchi ont été arrêtés, cette semaine, dans ces deux localités, a-t-on appris, hier, auprès de la sûreté de wilaya de Tlemcen. Le premier individu a été appréhendé par la police près du parking de voitures de la plage Moscarda 1, en possession d'une quantité de kif traité qu'il s'appropriait à écouler, précise-t-on de même source. Une perquisition effectuée à son domicile a abouti à la saisie d'un lot de pièces détachées, une mobylette utilisée pour la contrebande, ainsi qu'un lot de médicaments pour la chirurgie dentaire. Ces marchandises étaient destinées à être écoulées au Maroc, ajoute-t-on, précisant qu'une enquête a été ouverte par la sûreté de daïra de Marsa

Ben M'hidi. Pour leur part, les éléments de la sûreté de daïra de Remchi ont procédé à l'arrestation, lors d'un barrage de contrôle routier dressé sur la route menant vers Zenata, d'un individu pour détention d'une grande quantité de bouteilles de boissons alcoolisées à bord du véhicule qu'il conduisait, indique-t-on. L'enquête diligentée par ces policiers, en coordination avec la police judiciaire de Remchi, a révélé que le mis en cause était un repris de justice faisant l'objet de recherches à la suite de sa condamnation à des peines de prison par les tribunaux de Remchi et d'Aïn Témouchent. Il a été mis à la disposition des services compétents, précise la même source.

K. L.

Lutte/Tournoi international de Bucarest

## Trois médailles pour les Algériens

LES ATHLÈTES de la sélection algérienne de lutte (seniors messieurs) ont remporté trois médailles (1 argent et 2 bronze), à l'issue du tournoi international Ion-Corniaud et Ladislau-Simon, organisé du 21 au 23 juillet à Bucarest (Roumanie), a-t-on appris hier de la Fédération algérienne des luttes associées (Fala). La médaille d'argent est revenue à Tarek Aziz Benaïssa (71 kg) qui a perdu en finale face à l'Italien Abrescia Ricardo, alors que la médaille de bronze a été remportée par le Polonais Walke Grzegorz. De son côté, Sid Azara Bachir (80 kg), champion d'Afrique en titre, a décroché la médaille de bronze, derrière le Bulgare Alexandrov Daniel qui a été sacré face à l'Autrichien Wagber Michael. Même chose pour Adem Boudjemline (85 kg) qui a pris la médaille de bronze de sa catégorie. Sous la conduite du technicien roumain, Rus Dumitru Cornell, les trois athlètes algériens se trouvent actuellement à Bucarest pour un stage de préparation en vue des championnats du monde, prévus du 21 au 26 août à Paris (France). Par ailleurs, trois athlètes de la sélection algérienne des luttes associées (juniors) avaient entamé un stage de préparation à Sofia (Bulgarie), en vue des championnats du monde prévus du 1<sup>er</sup> au 6 août en Finlande. Sous la conduite de l'entraîneur national Aoune Fayçal, les athlètes Boukhors Ishak, Kateb Salahedine et Yahiaoui Chaima ont entamé ce dernier cycle de préparation qui se poursuivra jusqu'au 29 juillet. Les cadets seront également appelés à participer aux championnats du monde en Grèce (4-10 septembre).

Racim S.

## Le président indonésien ordonne à la police : «Tirez sur les trafiquants de drogue !»

LE PRÉSIDENT indonésien, Joko Widodo, a donné l'ordre à la police de tirer désormais systématiquement sur les trafiquants de drogue présumés, y compris étrangers, s'ils résistent à une arrestation. «Soyez fermes. Surtout avec les trafiquants étrangers qui entrent dans le pays. S'ils résistent même un tout petit peu, tirez», a lancé le président à l'intention des policiers, lors d'un discours devant un parti politique. Selon les chiffres officiels, l'archipel compte maintenant six millions d'usagers de drogue, pour une population de 255 millions, une situation qualifiée par le président «d'état d'urgence de la drogue».

Cette déclaration a immédiatement été critiquée par les défenseurs des droits de l'homme, qui s'étaient déjà mobilisés contre la guerre sans merci menée par le prési-

dent philippin contre les trafiquants de drogue dans son pays. «Une déclaration comme celle-ci venant du président (indonésien) semble être un feu vert à tirer sans se préoccuper des procédures», a souligné Andreas Harsono, spécialiste de l'Indonésie pour Human Rights Watch, cité par l'AFP. L'Indonésie a une législation très dure pour le trafic de drogue, imposant la peine de mort à tout passeur trouvé en possession de cinq grammes ou plus. Au cours des deux dernières années, 18 trafiquants de drogue ont été exécutés, dont deux Australiens. La semaine dernière, la police indonésienne a abattu un Taïwanais qui tentait de s'échapper après avoir été trouvé en possession d'une tonne de méthamphétamine en cristaux.

R. I.

## Une conférence interdite par l'administration à Aokas



LOUIS

pour AÏNOUCHE

Djalou@hotmail.com

À Ouled Mendil, dans la commune de Douéra

## Le meurtrier d'un quinquagénaire arrêté

■ Les éléments de la brigade territoriale de la Gendarmerie nationale (GN) d'Ouled Mendil (Douéra), à Alger, ont procédé à l'arrestation d'un individu répondant aux initiales de M.S, âgé de 16 ans, impliqué dans l'homicide d'un quinquagénaire, a indiqué, hier, un communiqué du Groupement territorial de la Gendarmerie nationale d'Alger.

Par Halim H.

Selon la même source, les faits remontent au 15 juillet en cours, lorsque la brigade territoriale d'Ouled Mendil avait reçu un appel téléphonique signalant l'émanation d'une fumée dense provenant d'une maison. Accompagnée de la Protection civile qui a circonscrit l'incendie, les éléments de la brigade ont trouvé sur place un corps partiellement brûlé et portant des traces de coups assés-

nés au moyen d'un objet tranchant. La bridage a entamé ses investigations en vue de procéder à l'arrestation du suspect impliqué dans ce crime et déterminer les circonstances exactes de l'incident, a précisé le communiqué, ajoutant que le suspect a été arrêté le 20 juillet en cours, dans le lieu de sa résidence à Bab El Oued et conduit au siège de la brigade pour le parachèvement des procédures de l'enquête. Le suspect a reconnu avoir rencontré, le 15 juillet au

niveau d'une plage, la victime qu'il a accompagnée jusqu'au lieu de sa résidence à Ouled Mendil où ils avaient pris ensemble des boissons alcoolisées. Une dispute entre les deux individus a vite dégénéré en altercation violente au cours de laquelle le mis en cause assène plusieurs coups à la victime avec un objet tranchant puis met le feu pour dissimuler les traces du crime. Le suspect sera présenté devant la justice, a conclu le communiqué.

H. H./APS

El Flaye/Béjaïa

## Des expropriés ferment la route

Des citoyens d'El Flaye touchés par l'emprise de la pénétrante autoroutière reliant Béjaïa à Bouira ont coupé la route au lieu dit Ighzer Maâkel à Takariet près de Sidi-Aïch pour réclamer leurs indemnités suite à l'expropriation de leurs terrains et maisons dans le cadre de la réalisation de la pénétrante autoroutière dont une section de 42 Km située entre Ahnif et Akbou avait été ouverte il y a trois mois et l'ouverture d'une nouvelle section de 22km devait intervenir le 20 août prochain. Ces propriétaires terriens situés à proximité du tracé de la pénétrante se sont déplacés au chef lieu de la wilaya de Béjaïa pour exiger le paiement des indemnités

liées à l'expropriation de leurs terrains. Pour eux, les expropriés des communes voisines ont été régularisés, ceux d'El Flaye, au nombre de 200, attendent toujours leurs dus. «Nous avons accompli toutes les démarches et répondu à toutes les exigences de l'administration des domaines mais, à ce jour, nous n'avons reçu aucun centime», indiquait hier le porte parole des expropriés. Les protestataires parlaient d'«injustice» et exigent que leur situation se régularise dans les plus brefs délais, faute de quoi «le recours à d'autres actions n'est pas à écarter», menaçaient-ils. La fermeture de la route hier n'a été sans conséquences sur le trafic routier. Les usagers n'ont pas man-

qué de s'exprimer leur désarroi face à ce genre d'actions répétitives dont ils ne sont concernés ni de près ni de loin. A noter que cette action intervient après celle menée par les habitants de Tala Khaled à Aokas qui ont fermé la RN 09 reliant Béjaïa à Sétif. Et le rituel de fermeture des routes par les citoyens continue et une réflexion s'impose autant pour les intellectuels de la région que pour les pouvoirs publics afin de dégager des voies et moyens. A noter que les habitants de la cité des 30 logements ont bloqué la mairie pour exiger le revêtement de la route, la poursuite des travaux de raccordement de la cité au gaz naturel et à l'électricité.

H.C.